L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 20 AVRIL 1877.

50me Année.

DUFOUR & LEBERT.
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI MATIN, 20 AVRIL.

VENTES À L'ENCAN DE CE JOUR.

Par Placide J. Sparg, vente constamment propriétaire, à l'angle des rues Royale et Toulouse.

Par Albert Paul, au No 50 rue de Chartres, meubles.

Par E. Sauer & Co., au No 42 de la rue de la Bourse—bottes, souliers et brodequins.

Par Gabriel Léonard, rue de Chartres, vêtements de printemps et d'été.

SPECTACLES.

Vendredi, 20 Avril 1877.

ARAMBURE—Lorenza, pièce comique.

ALCAZAR—Chansonnettes, opérettes, etc.

LA SOLUTION.

Après la démission [illegible] Président, beaucoup de personnes cédant du doute sur la suite à apporter à cette complète et loyale de la politique préconisée par Mr Hayes dans ses discours. Les démonstrations de la Louisiane, et ailleurs dépas dans leurs conséquences, n'étaient en laisser aller à la confusion, [illegible] leur ressources réitérées que leur [illegible] leurs représentants et ceux qui avaient siégé à Washington, la cause du gouvernement de Nicholls. De leur côté, Packard et ses partisans se refusaient à admettre que le gouvernement fédéral pût les abandonner ; ils se croyaient très forts à cause de la position exceptionnelle de leur parti et de la connexion qui leur paraissait indéfectible entre l'Exécutif de Hayes et celle de Packard.

L'application de la politique de non-intervention dans la Caroline du Sud, le retrait des troupes de Columbia, le départ de Chamberlain, n'amènent pas de laisser subsister le moindre doute sur les intentions du Président d'aller jusqu'au bout dans la voie où il venait de s'engager, car il était impossible d'admettre qu'après un pareil précédent, les troupes fédérales pussent être employées en Louisiane à renverser le gouvernement de Nicholls et à forcer le peuple à obéir à celui de Packard. Cependant, l'envoi d'une commission en Louisiane constituant une manière d'agir différente dans le cas de cet Etat, donnait lieu à maintes suppositions et, en rendant un peu de confiance aux radicaux, ne laissait pas que d'inspirer quelques appréhensions aux conservateurs.

Les raisons politiques qui ont porté le président à envoyer cette commission au lieu de retirer purement et simplement les troupes, sont connues et nous n'avons ni à les approuver ni à les critiquer. Le rôle de la commission n'avait rien d'officiel. Il était purement officieux. Il était trop naturel que la majorité des membres de cette commission, étant républicains, cherchât à favoriser les républicains, pour que les partisans de Nicholls dussent s'armer de ses dispositions. Ceux dernier ont compris qu'ils ne courraient pas de risques sérieux en restant fermes dans leur position, parcequ'le maintien final du gouvernement de Nicholls ne pouvait faire l'objet d'un doute. L'événement a prouvé qu'ils avaient en raison de ne pas douter des propositions de compromis qui manquaient de tout caractère en question.

Lorsque les représentants et sénateurs radicaux ont été éclairés sur la limite circonscrite des pouvoirs de la Commission, ils ont compris que la cause du Packard était désespérée, et il n'est pas douteux que depuis le fin de la semaine dernière, la plupart d'entr'eux ne fussent déjà alliés prendre leurs sièges dans la Législature légale, s'ils eussent été livrés à leurs seules inspirations. Mais ils ont été retenus par les intrigues des politiciens comme Warmoth et McMillan, qui ne voulaient pas permettre que l'imbroglio se dénouât sans qu'il en résultât quelque avantage personnel pour eux.

Dans le canons qui a été tenu mardi, ces politiciens ont fait d'énergiques efforts pour empêcher la désertion de continuer. Ils voulaient bien négocier à leur profit le transfert des membres républicains en masse à la Législature légale mais ils n'entendaient pas que ce transfert s'opérât en détail, sans leur consentement. Ils ont réussi à faire adopter des résolutions pour rejeter les offres pontaneuses dans les résolutions de la Législature légale, lesquelles allouaient 34 sièges aux républicains dans la Chambre.

Ainsi, par le fait même des manœuvres radicaux, une proposition qui frisait le compromis et qui accordait aux chiffres actuellement occupés par des démocrates à leurs conservateurs républicains, a été rejetée.

Mais, hier, deux sénateurs républicains venaient se joindre au Sénat légal, et plusieurs représentants républicains se faisaient admettre dans la Chambre, de telle sorte que la législature Nicholls comptait 22 sénateurs et 65 représentants (jurant sur les listes du "Returning board," c'est-à-dire plus qu'un quorum, au point de vue de ceux qui attribuent une valeur légale aux délégations d'élection faites par ce corps.

Ce changement dans le sénateurs républicains dans des hypothèses prévues par les instructions demandées à la commission. Il ne subsiste plus qu'une seule Législature ayant, au point de vue des deux parties, une existence légale. Ce qui reste à l'hôtel St. Louis n'est plus qu'une fraction de la Législature primitive de Packard, et cette fraction ne peut plus prétendre au titre d'assemblée générale de l'Etat même quelque rapport que ce soit.

La tâche de la commission se trouve singulièrement simplifiée et elle peut, sans se compromettre en faveur de l'un ou de l'autre parti, rapporter au Président qu'il n'existe plus qu'une seule législature, ayant une majorité de membres dont l'élection est incontestée et que cette Législature reconnaît comme constituant avec elle le gouvernement de l'Etat le gouverneur Nicholls et les autres fonctionnaires exécutifs qui tiennent de lui leurs commissions et la Cour Suprême présidée par le juge Manning ainsi que les juges qui ont des commissions du gouverneur Nicholls.

Sur ce rapport, M. Hayes doit, pour être logique avec lui-même, ordonner le retrait immédiat des troupes et cesser toute intervention inconstitutionnelle dans les affaires domestiques de l'Etat.

La solution est facile et il nous semble qu'elle ne demande pas de faire écoulé vingt-quatre heures. Aucune considération ne doit la retarder. Un conflit n'est pas à craindre, nous l'avons déjà dit, car si M. Packard était assez insensé pour vouloir engager une lutte, il ne trouverait pas de soldats pour combattre ; le vide se ferait autour de lui comme il s'est fait autour de Chamberlain.

A bientôt donc, la fin de la mésintelligence intrigue qui en retardent depuis trois mois et demi le retour de la confiance et d'incalculables dommages à la Louisiane.

Le président Hayes a accordé l'exequatur à M. Henri Verinde, vice-consul de France à Boston.

MATTRE NOUVELLES.—Le maison Elkin & Co., rue du Canal 109, a une nouvelle collection de matériel de toutes les nouveautés, toutes blanches, à corsages et à fantaisies, satiné de Canton et d'autres pays, ainsi que des toiles cirées aux dessins les plus nouveaux, des étoffes et des tapis de toutes les couleurs et de tous les genres. Le choix est d'une variété infinie et les prix sont de beaucoup réduits. Nous engageons les ménagères de saisir à aller visiter ce bel assortiment.

TAXES D'ETAT A ALGIERS.—Une annonce de M. J. Barrett, percepteur de taxes à Algiers, [illegible] cette que cette opération [illegible] une maison est [illegible] d'angle des rues Royale et Toulouse. Voir l'annonce.

LE SOULIER A VIS, sans doute [illegible] confort, est ce qu'il y a de plus solide et de plus élégant. Il y en a un très bel assortiment en MAGASIN BLEU.

La Convention.

Les membres de la Convention constitutionnelle [illegible] pour le Président de la Convention [illegible] Louisiane, et M. Conway, [illegible] Wormoth [illegible] Président [illegible] Packard [illegible] Nicholls [illegible] Packard [illegible] Nicholls [illegible] Packard [illegible] Nicholls